

Les incohérences de l'héritage colonial en Afrique et la formation d'une identité commune dans les États des Grands Lacs Africains

Jean-Bosco MUGALU SADIKI Chef de travaux à l'Institut supérieur pédagogique de Kalehe

sadibosco@yahoo.fr

Résumé : Cette étude a examiné les incohérences de l'héritage colonial en Afrique francophone des Grands Lacs comme handicap majeur à la formation d'une identité commune. Elle a démontré que l'échec de toute intégration régionale serait la conséquence de l'héritage colonial de laquelle se serait inspirée la nouvelle classe politique. Il s'agit du système négro-colonialiste dans lequel l'ordre entre les dirigeants « seigneurs-négro-colons » et les dirigés « peuple-négro-esclaves » est trop verticalement hiérarchisé. Des voies nouvelles exploitables ressortent des analyses en termes des stratégies pour l'éveil d'une identité commune dans la région francophone des Grands Lacs.

Mots-clés : héritage colonial, identité transfrontalière commune, incohérence.

Sammury :

This study examined the inconsistencies of the colonial heritage in French-speaking Africa of the Great Lakes as a major handicap to the formation of a common identity. It showed that the failure of any regional integration would be the consequence of the colonial legacy from which the new political class would have been inspired. This is the Negro-Colonialist system in which the order between the rulers of the “lords-negro-settlers” and the rulers of the “people-negro-slaves” is too vertically hierarchical. New and exploitable pathways emerge from analyses in terms of strategies for the awakening of a common identity in the Francophone Great Lakes region.

Keywords: colonial heritage, common cross-border identity, incoherence..

Introduction

Depuis la nuit des temps, les populations des pays francophones de l'Afrique des Grands Lacs (le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo) aspirent à une collaboration transfrontalière où l'identité régionale primerait sur les limites étatiques... Bien sûr, une région idéale pour tous, régie par les principes de la souveraineté des États, de la bonne gouvernance, et tournée vers la quête de

la paix, de la justice équitable, de la liberté de la presse, du progrès matériel et de l'enrichissement général. C'est-à-dire, un monde où il fait beau vivre.

Dans cette perspective, des initiatives de coopération et d'intégration sous-régionales ont été mises en place. Parmi les plus connues, figurent la CEPGL, le Festival Amani et Maendeleo Grand Lac. En effet, le rôle que devraient jouer ces structures en faveur des États

ne l'a plus été à la hauteur des espoirs fondés sur leur avenir en particulier et de toute l'Afrique en général. Alors que toute la sous-région croyait qu'on avait enfin trouvé la clé du trésor pour le développement et l'intégration sous-régionale, ces instruments ont été tous voués à l'échec. Les États francophones des grands lacs Africains existent bel et bien mais ils ne rendent pas les services de base à leurs populations. La sécurité, l'éducation, la santé, le développement économique ; tous ces éléments vitaux sont laissés au hasard, à l'inventivité des populations ou au bon vouloir des interventions de pouvoirs extérieurs cherchant évidemment leurs propres intérêts¹. Ceux-là même qui auraient pu être une solution ne l'avaient été en rien. Ils sont devenus eux-mêmes de véritables problèmes cherchant des solutions à travers les mentalités magiques, tribales et coloniales.

Ainsi, que ce soit en RDC, au Rwanda et/ou au Burundi, la situation d'insécurité et des conflits s'exacerbent en même temps que la misère-fétiche croît... L'ampleur des problèmes que connaissent les États francophones de l'Afrique des grands Lacs aujourd'hui, tels que la diffusion des idéologies ethnocistes d'un pays à l'autre, les interventions militaires, l'instabilité politique, l'ingérence étrangère dans les affaires des États, l'autoritarisme politique, la dépendance extérieure, etc. se veut mobilisant qu'elle engage l'avenir de toute la sous-région. La dynamique contemporaine de l'intégration régionale et ses effets sur le développement durable implique une approche politique régionale, stratégique et opérationnelle qui exclut les mentalités magicienne, tribale et coloniale et, qui mêle les dimensions sécuritaires, de libre circulation des personnes, des échanges commerciaux, d'organisation des

systèmes de production, de compréhension et de maîtrise de l'environnement humain, social, économique et culturel.

Cependant, les questions de quête d'une identité transfrontalière commune pour les États francophones de l'Afrique des Grands lacs sont au cœur des problèmes actuels, mais aussi des solutions pour un avenir meilleur de ces États dans les mutations qui marquent le monde aujourd'hui. Cette identité transfrontalière commune peut être définie comme une unité organique plus forte dont les membres partagent au-delà de leurs frontières un large accord ou ont au moins des intérêts communs en matière de sécurité personnelle et communautaire. Entendue aussi dans le sens de ce par quoi se reconnaît une communauté humaine (sociale, politique, régionale, nationale, ethnique, religieuse,...) en termes de valeurs, de pensées et d'engagement, de langue et de lieu de vie, de pratiques, de traditions et de croyances, de vécu en commun et de mémoire historique, cette identité transfrontalière commune favoriserait de nombreuses initiatives dans les domaines de sécurité, du commerce, de l'information et de la communication, de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'intégration économique, etc. Elle modifierait *ipso facto* toutes les considérations fantasmagiques possibles et imaginaires et provoquerait des changements qui affectent les stratégies de ces États ou qui en génèrent des nouvelles.

La crise que connaît la région n'a entraîné que le sous-développement, rendant ainsi les habitants pauvres, mendiants et pourtant la région est riche en sol et sous-sol pouvant permettre son développement. L'origine de cette crise est, certes, la colonisation européenne, car le pouvoir de l'époque distinguait le hutu au tutsi, les nilotiques et les bantous. Les colons faisaient des uns supérieurs et les autres inférieurs. Face à cette impasse, la question qui revient à toutes les lèvres et qui constitue la base

¹ *Repenser l'Indépendance : la RDC 50 ans plus tard*, Actes du colloque du cinquantenaire organisé par pole Institute, Goma, juillet 2010, p.9

de cette étude est celle, d'une part, de l'identification des véritables causes de l'échec de cette intégration régionale et, d'autre part, de l'élaboration des stratégies pour enfin sortir de l'enclavement nationale étatique pour s'ouvrir plutôt à une identité régionale multinationale plus globale.

Cette étude se veut avant tout une séquence d'initiation à la compréhension des enjeux de la décolonisation de l'Afrique francophone des Grands Lacs. La recherche dont elle rend compte a pour fondement une hypothèse forte dont il faut moduler toutes les significations et mesurer toutes les implications dans l'ordre mondial actuel : « l'échec de toute intégration régionale serait la conséquence de l'héritage coloniale de laquelle se serait inspirée la nouvelle classe politique ». Il s'agit du système négro-colonialiste dans lequel l'ordre entre les dirigeants « seigneurs-négro-colons » et les dirigés « peuple-négro-esclaves » est trop verticalement hiérarchisé. Les États sont incarnés par des élites coupées littéralement les unes des autres et aussi de leurs peuples, ils ont de la peine à convaincre leur existence et ils sont aujourd'hui incapables de promouvoir le développement durable de leurs États.

Armature théorique

A. Afrique des Grands Lacs

L'expression « Afrique des Grands Lacs » renvoie à un ensemble de lacs situés le long de la grande faille (« rift ») est-africaine, comprenant les lacs Victoria, Albert, Édouard (bassin du Nil), Kivu et Tanganyika (bassin du Congo). Transfrontaliers, ces lacs bordent le Congo, l'Ouganda, la Tanzanie, le Burundi et le Rwanda. Sur le plan géopolitique, l'Afrique des Grands Lacs englobe un nombre variable de pays. On se limite ici à l'ensemble constitué du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Une littérature abondante existe sur cette région et renseigne à suffisance sur son passé, son présent et son futur.

B. Héritage colonial

Par « héritage colonial », on peut entendre un ensemble de ressources symboliques et pratiques construites dans la situation coloniale, notamment des catégories d'entendement, des logiques juridiques et des pratiques administratives, qui sont réactivées dans les États postcoloniaux et pérennisent le néocolonialisme. Cet héritage fait des leaders politiques des pays postcoloniaux de véritables « Vassaux » au service de leurs Seigneurs « Colons », propriétaires exclusifs de tous les moyens de productions tant mis en valeur et non mis en valeur.

À titre illustratif, l'administration indirecte (« Indirect Rule ») pratiquée par l'occupant britannique dans les colonies africaines a favorisé l'émergence d'une classe dirigeante (politique et économique) locale dont le seul rapport avec le Royaume-Uni était l'allégeance à la couronne royale. Aujourd'hui, ce sont les leaders politiques africains qui renforcent cette politique héritée de la colonisation britannique. Les Belges ont, comme les Français, imposé l'administration directe (« Direct Rule ») pour gérer les colonies à partir de la Belgique ou de Paris ou par leurs leaders politiques interposés recevant leurs ordres. On a non seulement étouffé toute initiative locale mais également fait en sorte que s'installent, depuis les indépendances et jusqu'à nos jours, des rapports particuliers entre la Métropole et ses anciennes colonies d'Afrique de Grands Lacs. Un tel legs est encore beaucoup plus marqué dans les domaines culturels, politiques, économiques, sociaux, etc.

Cet héritage colonial peut être compris, selon le point de vue de Nicolas Agbohohou, pour rendre moins visible à la population, notamment à l'élite éclairée la forte domination... comme une stratégie, savamment élaborée, destinée à maintenir dans l'ignorance, aussi longtemps que possible, les patriotes africains dont un réveil brutal de

conscience pouvait contester cet ordre ancien minutieusement entretenu avec la complicité des dirigeants africains préoccupés par leur propre position au détriment de l'intérêt général de l'Afrique².

C. Identité transfrontalière commune

La définition de la notion d'identité pose beaucoup de problèmes selon qu'elle est attachée à une épithète. On peut entendre parler d'une identité nationale, d'une identité juive, d'identités militantes, d'identité communiste, d'identités linguistiques, comme au Canada ou en Belgique, etc. À chaque fois, le substantif abstrait « identité » se trouve qualifié par un adjectif qui désigne une communauté ici nationale, là, politique, ailleurs religieuse, culturelle, professionnelle, etc. dont les individus sont censés tirer une définition collective d'eux-mêmes, en entendant par là une définition de ce qui les rend solidaires d'autres individus.

En Psychologie sociale, l'identité collective se définit comme un sentiment commun d'appartenance à un groupe. Trois ingrédients clés sont ici importants pour la formation d'une identité collective ou sociale : une cause commune, un sentiment d'efficacité collective et des émotions collectives³.

C'est dans ce sens que nous pouvons définir l'identité transfrontalière commune une unité organique plus forte dont les membres partagent au-delà de leurs frontières un large accord ou ont au moins des intérêts communs en matière de sécurité personnelle et communautaire. C'est aussi un système Régional intégrateur et cohérent de relations multilatérales qui permette à chaque État de la Région de Grands Lacs Africains d'y trouver ses bénéfices en recherchant des solutions communes, notamment en matière de commerce Régional,

de sécurité et d'environnement. Elle est une culture, un état d'esprit qui consiste à rassembler les gens pour des solutions communes. C'est dans ce sens enfin qu'elle constitue un véritable mur contre tous les jeux capitalistes pour le développement durable.

D. Incohérence

Le terme « incohérence » est surtout utilisé en économie et en sciences politiques pour signifier que certaines politiques décidées à un moment donné de l'histoire peuvent devenir non cohérentes quelque temps plus tard, lorsqu'elles entrent en œuvre⁴.

En effet, à en croire la réalité dans la Région des Grands Lacs Africains, toutes les politiques de développement héritées de la colonisation, les accords de coopération régionale et les accords bilatéraux, multilatéraux, ainsi que les politiques communautaires, etc. n'ont servi, soixante ans après « l'indépendance de drapeau » qu'à pérenniser l'hégémonie impériale.

Il s'agit d'une simple manière de reléguer leur hégémonie aux élites politiques africaines afin de traduire valablement leurs politiques dans chaque domaine. Certes, le bilan qui se dégage dans la région des Grands Lacs est celui d'un mépris et d'un aveuglement séculaire sous toutes ses formes dans le chef des élites politiques régionales surtout en matière de coopération. Aujourd'hui, les puissances impériales font et défont les pays de la Région comme s'ils n'étaient qu'une pâte à modeler, malléable au gré de n'importe quel dessein.

Et Kwame Nkrumah de dire que la colonisation n'était pas un acte de civilisation, ni un désir de la civilisation. C'était un acte de force motivé par des intérêts.⁵ Sur le plan monétaire, les Africains donnent leurs devises aux pays métropolitains qui, en contrepartie, leur

². Agbohoul Nicolas, *Le Franc CFA et le développement de l'Afrique*, Ed. Solidarité mondiale, Paris, s.a., p. 11

³. <https://hal.archives-ouvertes.fr> consulté le 8 sept 2021 à 12h35'

⁴. Jean Olivier Hairault et François Langot, « F. Kydland et E. Prescott : Prix Nobel d'Économie 2004 », in *Revue d'économie politique*, vol. 115, 1^{er} février 2005, p. 65-83 (ISSN 0373-2630, [lire en ligne \[archive\]](#), consulté le 10 décembre 2021)

⁵. Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, coll. « le Panafricanisme, Grande-Bretagne, 1963, p. 23

fabriquent de la fausse monnaie, laquelle limite en conséquence leur commerce avec les autres pays du monde. Il en est de même pour les autres secteurs de la vie d'un État.

L'expansion des politiques européennes de développement se révèle assez hétéroclite, menée par chaque pays de la Région de façon individuelle sans qu'il y ait une véritable cohérence.

Méthode et matériels

L'ampleur des problèmes que connaissent les États de l'Afrique des grands Lacs aujourd'hui, tels que énoncés ci-dessus, nous convainc que la situation qu'ils traversent, 60 ans après leurs indépendances, est déplorable à cause des incohérences de modèles de développement issus de la colonisation; lesquels modèles génèrent des crises sociopolitiques répétées, des guerres cycliques, etc.

Ainsi, avons-nous, pour démontrer notre hypothèse, recouru à la méthode systémique comme notre cheval de bataille pour maîtriser les différents domaines d'intervention, à savoir: réhabiliter le secteur de transports par la construction de grandes voies ferrées transrégionales, des ports et des aéroports pour désenclaver la région, rétablir la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs dans son ensemble, encourager la coopération économique notamment par la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence dans les domaines financiers et miniers, renforcer les relations de bon voisinage, la lutte contre l'impunité et les groupes armés, etc.

Nous pensons, de ce fait, que les États francophones des Grands Lacs, en tant que système, doivent se définir comme un ensemble où les secteurs primaire, secondaire, tertiaire et la presse interagissent et appellent de nouvelles qualités intégratives comme la CIRGL, la CEPGL et COMESA, que ne possédaient pas ces États pris isolément. Ainsi le rôle des acteurs politiques capables d'enrayer les tares de la

colonisation avec tout son corollaire des cycles récurrents de violence s'avérerait indispensable. Notre tâche n'est pas de construire des modèles de développement pour les imposer à ces États, mais de dégager la systémicité de l'Afrique francophone des Grands Lacs même et de la refléter correctement dans la prise de conscience des populations à travers leurs élites.

L'Observation participante nous a permis de nous intégrer dans ces États par notre étude, plus particulièrement « Les incohérences des modèles néocolonialistes de développement en Afrique comme handicap majeur à la construction d'une identité commune des États francophones des Grands Lacs Africains ». Nous avons dégagé avec elle les contraintes, les potentialités de ces États en matière de lutte contre le néocolonialisme et avons consenti au rôle prépondérant que doivent jouer les Élités de ces États dans un ferme engagement de briser les schémas d'exclusion érigés par les Colonisateurs dans la mise en place du piège ethnique et d'amener ses populations à se constituer en tissu social fort permettant le changement et l'évolution, le respect des valeurs universelles comme les droits de la personne et le respect de l'autre. Si l'on veut bien la gestion du développement par les populations mêmes de ces États. Aussi avons-nous interviewé 492 individus et inventorié leurs besoins dans la construction d'une identité commune.

La technique documentaire nous a permis de fouiller les publications diverses en vue d'accéder aux données qui nous échappaient. Nous n'avons pas également négligé les travaux en ligne, très riches, que nous lisions. Pour quantifier les données de notre échantillon, nous avons recouru à la technique statistique. Grâce à elle, nous sommes parvenus à chiffrer les pourcentages et les fréquences des faits. Tout au long de notre étude, nous nous sommes intéressés aux données présentant des situations brutes des faits, qui furent analysées

pour déboucher sur les besoins concrets des populations de ces États. L'approche comparative nous a servi à comparer les phénomènes à étudier : l'héritage colonial, le chaos dans lequel vivent les peuples de cet espace lacustre, les espoirs pour un avenir meilleur... L'instrument utilisé est un questionnaire d'enquête construit spécifiquement à cet effet. Il parcourt globalement, outre les caractéristiques propres du répondant, les dimensions suivantes : la volonté de créer les États-Unis francophones des grands Lacs Africains (situation désavouée par les populations et la situation actuelle dans les États des Grands Lacs Africains) et les perspectives à venir, c'est-à-dire la situation souhaitée par les États de la sous-région (besoins des communautés à créer des solutions durables et besoins exprimés en vue d'une meilleure intégration économique). Au cours de cette recherche, nous avons identifié les besoins et les attentes des populations des États francophones de Grands Lacs vis-à-vis de l'option sur la formation d'une identité commune. La connaissance de ceux-ci nous conduira à mieux négocier avec les différents acteurs afin de pouvoir proposer des pistes d'actions et de formations éventuelles. Ces dimensions ont été couvertes par 05 sites par États, soit 15 sites pour les trois États choisis. Celles-ci vont de l'identification des Sites ciblés à leurs besoins et attentes en une identité commune en passant par leurs anciens modèles de développement et leur état actuel. (Le questionnaire est repris intégralement en annexe). D'un point de vue structurel, les questions étaient bipolaires en ce sens qu'il s'agissait surtout d'identification : oui ou non, etc. Les autres questionnaires se prêtaient davantage à des réponses plus nuancées. Sur le plan théorique, il sera question de soutenir :

- Un changement durable qui valorise et responsabilise les peuples de la sous-région ;

- Un changement durable qui valorise le rôle du secteur privé des États de Grands Lacs africains dans la conduite du développement économique ;
- Une révolution qui stimule la diversification économique et la transformation structurelle en créant des emplois et en assurant la formation de la prochaine génération d'entrepreneurs et d'innovateurs, tout en contribuant à la construction des infrastructures essentielles dans la sous-région ;
- Les politiques gouvernementales solides et stables qui militent pour la paix et le développement durable dans la sous-région.

Le choix de nos sujets a été réalisé à travers celui des incohérences de modèles de développement issus de la colonisation dans les pays de la sous-région faisant partie de notre échantillon. Les sujets, d'une façon générale, sont nichés dans leurs sites respectifs. Les sites étaient choisis au hasard sur une liste globale de provinces, villes et centres de négoce. Le procédé utilisé consistait à tirer 5 provinces dans chaque pays au hasard. Nous avons ainsi retenu 15 sites faisant partie de notre échantillon et 492 sujets de ces sites, soit 250 pour la RD. Congo et 242 pour le Rwanda et le Burundi ont volontairement accepté de répondre à notre enquête. Notre échantillon se compose donc de 492 sujets, dont 122 de sexe féminin (24,8 %) et 370 de sexe masculin (75,2%).⁶ Les 492 sujets de l'échantillon sont de tous les niveaux confondus répartis comme suit : 6,5 % (n=32) de professionnels des médias ; 20,3 % (n = 100) de coutumiers ; 30,5 % (n = 150) de producteurs agricoles ; 6,1% (n = 30) de religieux ; 6,1% (n = 30) d'humanitaires ; 8,1% (n = 40) d'hommes politiques confondus ; 10,2% (n = 50)

⁶ N= taille de l'échantillon, n=fréquence, p= pourcentage.

$$p = \frac{n \times 100}{N}$$

d'opérateurs économiques ;12,2 % (n= 60) d'autres couches de la population (étudiants, sans-emplois, armées, police, etc.).

Présentation, analyse et interprétation des résultats

a) Les initiatives régionales aux prises avec l'héritage colonial

Le tournant des indépendances est donc à la fois une rupture, parfois brutale, et une sorte de retour à des modèles ou à des débats récurrents issus d'un passé lointain (les ethnies, les royaumes). Il prend finalement l'allure d'une période de doutes, les populations ne recueillant guère les profits de ce qui était en principe une libération. Bien avant la colonisation, la région de grands lacs était organisée en Royaumes, Empires,... Chaque entité avait certes une administration organisée. Mais avec l'avènement de la colonisation, la situation changea, car les colonisateurs devaient utiliser la main-d'œuvre locale par des travaux forcés, la déportation de la main-d'œuvre, le travail non rémunéré, le recrutement forcé, les divisions ethniques pour régner, etc.) dans le but d'exporter les richesses locales. Enjeu majeur à l'origine de la géopolitique mondiale, la RD Congo connut entre 1935 et 1950 l'afflux des immigrés rwandais et burundais.

Mais après leurs indépendances, les États des grands Lacs africains connurent des déchirements: assassinats politiques (un premier ministre burundais en 1965, le Hutu Ngendandumwe, venant après celui du prince Rwagasore en 1961) ; coups d'État militaires (Mobutu au Congo, futur Zaïre, en 1966 ; Micombero au Burundi en 1966 ; Idi Amin en Ouganda en 1971 ; Habyarimana au Rwanda en 1973) ; étouffement de la vie démocratique au profit des partis uniques calqués sur le modèle occidental, lesquels ont verrouillé le réveil politique amorcé dans les années 1950. Les violences de masse se sont multipliées dans les

années 1970 au Burundi et au Rwanda. Le Burundi connaît une crise particulièrement violente en 1972, quand des rebelles hutus massacrent les Tutsi dans le sud du pays et que les autorités de Bujumbura procèdent à une répression massive qui prend l'allure d'un génocide des élites hutues du pays. A tout prendre, avec le génocide de 1994 au Rwanda, l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye en 1993 au Burundi et l'avènement de L'AFDL de Mzee Laurent Désiré Kabila, toute la sous-région fut plongée dans une situation macabre d'incertitude.

L'indépendance acquise, les pays de la région des Grands Lacs eurent l'illusion de parvenir à un développement économique intégral. Ces espoirs furent vite déçus, étant donné que les leaders politiques se sont tournés vers leurs anciens maîtres occidentaux pour opérer leur décollage. Concrètement, ce sont des acquis à la cause et prêts à faire la basse besogne de collaborer dans l'organisation méthodique des désastres de tout genre contre les peuples qu'ils sont censés protéger. Ainsi dépendaient-ils en grande partie des aides extérieures, les anciennes métropoles étant leurs principaux bailleurs de fonds. Ces aides liées et la participation des ONG au développement étaient les signes d'un paternalisme répétitif qui était loin d'assurer un développement durable. La pression des densités humaines sur les sols entraîne une saturation foncière, un chômage rural et en particulier la désespérance des jeunes, propice à toutes les aventures dont ces États sont victimes aujourd'hui.

Les systèmes de production sont freinés par le manque d'autonomie et d'initiatives locales. Les dépenses publiques et l'endettement, qui pèse lourdement sur ces économies, poussent les institutions de Bretton Woods à intervenir par des politiques « d'ajustement structurel ». Celles-ci favorisent certes la libéralisation de l'économie, le

désengagement de l'État, mais réduisent au strict minimum le soutien par l'État des services sociaux et creusent le fossé entre les pauvres et les riches.

L'informel, manifestation de l'économie par le bas, très pratiqué, et dans les centres urbains, et dans les villages, permet à une bonne frange de la population de survivre. La CEPGL est mise sur pied mais, elle se trouve déstabilisée par les guerres civiles et les conflits entre États (Rwanda, Burundi et RDC).

Tout se passe donc comme si l'accession aux indépendances n'était qu'un épisode dans l'histoire des relations entre les peuples et les États, comme si les pratiques autoritaires, raciales et inégalitaires des gestions coloniales s'étaient prolongées, laissant attendre une véritable rupture avec les logiques de la « modernité » à la manière coloniale. Nous sommes là dans les incertitudes du temps présent...

Les richesses naturelles dont disposent les États francophones de l'Afrique des grands Lacs aiguisent les appétits des acteurs économiques et politiques locaux, régionaux et internationaux. A tout prendre, des crises politiques aujourd'hui de tout genre sans précédent sévissent, des guerres récurrentes causent la mort de plusieurs millions de personnes au cours des vingt dernières années ; une pression des densités humaines sur les sols entraînant ainsi une saturation foncière, un chômage rural et en particulier la désespérance des jeunes propices à toutes les aventures ; une fracture numérique entre les villes et les campagnes, la criminalité, la détérioration de la situation humanitaire... Les acteurs politiques détournent l'intérêt national en intérêt privé. Les relations sous-régionales sont bouleversées, sinon n'existent plus...

Plus de 125 groupes armés dont la plupart se nomment des groupes d'autodéfense congolais sont recensés dans la sous-région,

surtout dans la partie Est de la RDC qui forme la frontière avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Ils affirment défendre leurs communautés locales en profitant d'une "économie de guerre".⁷ Cette partie constitue aussi le théâtre des rebelles ougandais ADF, rwandais FDLR, le congrès national du Rwanda ou le groupe de Kayumba Nyamwasa « CNR » en sigle et des rebelles burundais du RED-Tabara, des FNL et du Forebu. Ces différents groupes armés sont à l'origine des mouvements de populations vers les camps des réfugiés en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi, en RDC et Rwanda et surtout de la précarité de la situation dans la sous-région. Ils se sont formés à l'origine pour combattre les envahisseurs ougandais ou rwandais.

b) Les stratégies pour l'éveil d'une identité commune dans la région francophone des Grands Lacs.

Les peuples de la sous-région désirent un changement durable sous l'impulsion directe des acteurs politiques, des autorités administratives, techniques, économiques et religieuses afin de former une identité commune. C'est dans ce cadre que l'objectif de la formation d'une identité sous-régionale commune est de pouvoir construire un espace commun, mais également d'offrir un véritable débouché accessible à tous.

Dans cette vue, on note certains préalables comme stratégies de dépassement des limites ethniques et néocolonialistes à remplir :

- La réhabilitation des infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires et routières pour faciliter le transport des personnes et des marchandises ;
- La mise en place des administrations capables de gérer, de prévoir et de prévenir les conflits ;

⁷ . Boniface Musavuli, Les massacres de Beni, 2019

- La mise en place des armées fortes et mobiles capables de sécuriser, de stabiliser toute la sous-région ;
- Le rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région des grands lacs dans son ensemble ;
- L'encouragement de la coopération économique, notamment par la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence dans les domaines financiers et miniers. Autrement dit, « motiver les instances financières internationales à se réengager » ;
- Le renforcement des relations de bon voisinage, la lutte contre l'impunité et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles ;
- La mise en place d'une structure de coordination pour lutter contre les maladies virales et bien d'autres d'origine hydrique ;
- L'engagement des acteurs politiques de la région francophone des états des grands lacs africains à une prise de conscience sur la base du principe « à problèmes africains, solutions africaines » ;
- La lutte contre l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles, lesquels alimentent une économie illégale entretenant ainsi ces groupes armés ;
- La mise en place, avec l'appui de la communauté internationale, des programmes visant à faciliter le désarmement volontaire, le rapatriement et la réintégration des groupes armés dans leur pays d'origine afin de permettre leur réinsertion effective dans leur pays ou communauté ;
- L'étude des projets transfrontaliers générateurs d'emplois au profit des jeunes susceptibles à pouvoir contribuer à l'intégration économique et au développement durable ;
- L'engagement dans une conversation politique sur la question des ressources naturelles, en vue d'en faire le levier d'une prospérité partagée » ;
- La promotion d'une meilleure implication de la société civile dans les processus politiques et dans l'atteinte de la parité des genres ;
- La mise en place d'un processus de réconciliation tant à l'interne qu'à l'externe pour une cohabitation pacifique des peuples de la sous-région ;
- La réduction de la fracture numérique entre les villes et les campagnes ;
- La lutte contre la dépendance extérieure avec bailleurs de fonds les anciennes métropoles ;
- L'instauration des espaces humanitaires nécessaires pour protéger les groupes vulnérables et le renforcement des capacités de populations à surmonter les crises et défis.

Les résultats obtenus au cours de notre enquête montrent à coup sûr que les peuples de la sous-région francophone des grands-Lac ont exprimé leur volonté de renoncer aux modèles néocolonialistes de développement pour former leur identité propre.

Conclusion

Cette étude portait sur les incohérences de l'héritage colonial en Afrique et la formation d'une identité commune dans les États des Grands Lacs. Son fondement théorique s'articule autour de trois concepts de base : le concept de l'héritage désavoué par les peuples de cet espace francophone lacustre, celui du chaos dans lequel vivent les peuples actuellement et celui de leurs désirs pour former une unité organique plus forte dont les membres partagent au-delà de leurs frontières un large accord ou ont au moins des

intérêts communs en matière de sécurité personnelle et communautaire.

Les résultats obtenus nous permettent de proposer quelques pistes d'actions futures. Ainsi, si l'héritage colonial s'avère une pilule amère pour la stabilité et le développement durable dans la sous-région, la mise en place du processus de dialogue pour la cohabitation pacifique, la collaboration transfrontalière et l'intégration sous-régionale pour un développement durable reste incontournable.

Parmi ces pistes susceptibles à rencontrer les attentes des peuples, nous suggérons l'engagement des acteurs politiques de la sous-région francophone des États de Grands Lacs africains à une prise de conscience sur la base du principe « à problèmes africains, solutions africaines », la lutte contre la pauvreté et l'absence de développement dans la sous-région, La mise en place avec l'appui de la communauté internationale, des programmes visant à faciliter le désarmement volontaire, le rapatriement et la réintégration des groupes armés dans leur pays d'origine afin de permettre leur réinsertion effective dans leur pays ou communauté, etc. Les résultats de l'enquête montrent par ailleurs que la formation d'une identité transfrontalière commune apparaît claire comme le besoin le plus exprimé. Fortes de ces combats, nous suggérons d'assurer de manière systématique des processus de sensibilisation des peuples à la mise en place d'un processus de réconciliation tant à l'interne qu'à l'externe pour une cohabitation pacifique des peuples de la sous-région partageant les mêmes intérêts et à l'abandon de la culture meurtrière et divisionniste néocoloniale.

Concernant les attentes vis-à-vis de l'intégration sous-régionale, les peuples de la sous-région considèrent cela comme un instrument d'enrichissement partagé. Une implication de cette réalité serait de développer l'aide en ligne et à travers les médias de manière

appropriée et possible pour faciliter l'enracinement de cette nouvelle culture sous-régionale.

BIBLIOGRAPHIES

I. OUVRAGES

1. Alain P., (1973/1990). Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera, Fayard, Paris.
2. ALBERTINI, J.M. (1976). Les mécanismes du sous-développement, éd. PUF, Paris.
3. AMIN, S., (1986). La déconnexion pour sortir du système mondial, éd. Découverte, Paris.
4. Agbohohou, Nicolas, Le Franc CFA et le développement de l'Afrique, Ed. Solidarité mondiale, Paris, s.a.
5. Arsène Mwaka Bwenge, *D'une CEPGL à une autre : quelles alternatives dans les stratégies actuelles d'intégration et de coopération pour le développement ?*, Kinshasa, Centre d'Etudes Politiques, Université de Kinshasa, (2006).
6. B. Fele, (1956/6 n° XI). Le Manifeste de « Conscience africaine », Présence africaine, Paris.
7. Barbier, J. M. et Lesne, M. (1977), L'analyse des besoins en formation, Edition Jaure, Paris.
8. BARREA, J., (1978). Théories des Relations Internationales, éd. Cioa, Louvain-La-Neuve.
9. BRAECKMAN, Colette, (1999/06). L'enjeu congolais, l'Afrique centrale après Mobutu, FAYARD, PARIS, 429 P.
10. BRAECKMAN, Colette, (2003/11). Les nouveaux prédateurs : Politiques des puissances en Afrique centrale, FAYARD, PARIS, 312 P.
11. BRUNEL, S., (1995). Le sud dans l'économie mondiale, éd. PUF, Paris.
12. CHAUTARD, S., (2004). L'indispensable de la Géopolitique : Principes, éd. Studyrama, Paris.

13. CHRETIEN, Jean-Pierre, L'Afrique des Grands Lacs : Deux mille ans d'histoire, éd. AUBIER, PARIS : 2000, 411 P. ;
14. J.P. Chrétien, (1983). Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs, Ed. AFERA, Karthala, Paris.
15. KABENGELE DIBWE, G., (2008). Problèmes d'intégration économique, éd. CAP, Kinshasa.
16. KWAME N'KRUMAH, (1994). L'Afrique doit s'unir, éd. Présence Africaine, Paris.
17. NDESHYO, R., et Alii, (1983). L'autodérive de l'Afrique en désarroi, éd. PUZ, Kinshasa.
18. Padmore, G., (1960). Panafricanisme ou Communisme?, Ed. , P.A, Paris.
19. PERROUX, F., (1954). L'Europe sans clivage, éd. PUF, Paris.
20. PTSHIMPANGA MATALA KABANGU, et GONZALEZ, F.A.,(2004). La conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des grands Lacs, éd. Workingpapers Munduan, Bilbao, N°7.
21. TSHIYEMBE, M., (2003). Géopolitique de paix en Afrique médiane : Angola, Burundi, République Démocratique du Congo, République du Congo, Ouganda, Rwanda, L'HARMATTAN, Paris. 220 P.
22. UNESCO et Coll.,(1997). Histoire Générale de l'Afrique, Ed. Présence Africaine, Paris.
23. VAN de WALLE, N., et JONSTON, T.A., (1999). Repenser l'aide à l'Afrique, éd. Karthala, Paris.
4. B. Salumu, (n° 220, 2005) « Région des Grands Lacs d'Afrique : réalité géographique ou manipulation géopolitique ? », in l'Africain.
5. CNUCED, (2009). *Le développement économique en Afrique : « Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique »*, Nations-Unies, New York et Genève.
6. Conférence- débat,(Mai 2006), BAMAKO.
7. Hamuli- Birali,P. (2009), Éditorial in Donner une chance à l'Afrique : quels lieux de construction inventer entre l'Elite urbaine et le Monde rural ?, pole Institute, Goma.
8. Hanna Malewska-Peyre, (2001). L'identité comme stratégie, in « Pluralité des cultures et dynamiques identitaires, Hommage à Carmel Camilleri », Jacqueline Costa-Lascoux, M-A Hily et G. Vermès (sous la dir. de), l'Harmattan.
9. Jean-Pierre CHRETIEN. (n°2, vol 6, 1997). « génocide *du Rwanda* », in interprétation du génocide de 1994 dans l'histoire contemporaine du Rwanda, Clio en Afrique.
10. Joseph Nzabandora Ndimubanzi (2009), « Communications » in Donner une chance à l'Afrique : quels lieux de construction inventer entre l'élite urbaine et le monde rural ?, REGARDS CROISES, Pole Institute, Goma.
11. Kayser, C. et al. (no 013, 2004), « Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir » in Regards croisés, Pole Institute, Goma, RDC.
12. KOUNGOU, (n°38, 2009/03). Léon, « Afrique centrale : la stabilité en trompe l'œil » in ENJEUX.
13. Onesphore Sematumba et Kä Mana, (Juin 2012). « Un colloque international sur la gouvernance et la refondation de l'État en République démocratique du Congo » in Gouvernance et Refondation de l'État en République démocratique du Congo,

II. REVUES ET ARTICLES

1. « Afrique Centrale », (2005/03 n°215). in AFRIQUE CONTEMPORAINE.
2. « Grands lacs, grands atouts, grands obstacles » (n°63, 2004/07).in DÉFIS SUD.
3. « L'éducation entre savoirs et pouvoirs en Afrique centrale », (n°27, 2006/04). in ENJEUX.

- Coll. Cultures et mémoires vivantes, Pole Institute, Goma, RD Congo.
14. Raphaël NTAMBUE, T., "Surmonter les contraintes spatiales et politiques du déploiement et de l'appropriation de l'Internet en R.D.Congo", in Technologies de la Communication et Mondialisation en Afrique ; Ed. MSHA KARTHALA, Paris, Août
 15. Repenser l'Indépendance : (Juillet 2010).La RDC 50 ans plus tard, Acte du colloque du cinquantenaire organisé par pole Institute, Goma.
 16. Tegera, A., (n° 14, 2005), « Réflexions autour du concept de légitimité et des pratiques passées et actuelles : la difficile marche vers l'apprentissage d'une culture citoyenne » in Reconstruction et refondation des États en Afrique : la gouvernance au cœur des tempêtes, Pole Institute, Goma, RDC.
 17. TRAORE, S., et KAMISSOKO, S., *La problématique de l'intégration sous-régionale*,
 18. Kwame Nkrumah, L'Afrique doit s'unir, Coll. « le Panafricanisme », Grande-Bretagne, 1963.
- ### III. WEBOGRAPHIE
1. Cyril MUSILA, *les défis de la paix dans la région africaine des Grands Lacs après les massacres de 1994*, fiche d'analyse. [www. Irenees.net](http://www.Irenees.net), consulté le 21 octobre 2019 à 15 :12.
 2. Edmond M. Lipiansky, (2005). Psychologie de l'identité, Paris, Dunod.
 3. Fabien Granjon et Arjun Appadurai, (2002/1). Après le colonialisme [Compte rendu]. In COMMpsite, [en ligne] ;
 4. Henri Nicolai,(2009). « Progrès de la connaissance du Congo, du Rwanda et du Burundi de 1993 à 2008 », *Belgeo* [Online], 3-4, Online since 12 March 2013, connexion on 22 Octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/7306> ; DOI : 10.4000/belgeo.7306 ;
 5. <http://www.composite.org/index.php/revue/article/view/58/57> [archive].
 6. Laurent Licata, (2007). La théorie de l'identité sociale et la théorie de l'auto-catégorisation : le Soi, le groupe et le changement social« Revue Électronique de Psychologie Sociale »(Archive • Wikiwix • Archive.is • Google • Que faire ?).
 7. [www. Ceeda.org](http://www.Ceeda.org)
 8. www.sadc/sommet/luanda2011
 9. www.survie-france.org
 10. www.unctad.org/africa/series.